

Corps terrifiés dans un monde de menace

Critical Art Ensemble

Number 94, Fall 2006

L'art biotech et le posthumain

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/45752ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Intervention

ISSN

0825-8708 (print)

1923-2764 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Critical Art Ensemble (2006). Corps terrifiés dans un monde de menace. *Inter*, (94), 42–45.



Corps terrifiés dans un monde de menace

Critical Art Ensemble

^ Critical Art Ensemble, *Cult of the New Eve*.

Ils voulaient des bactéries ? Ils en ont.
Darby Crash

Le recours à l'abstraction symbolique de la peur comme signe d'échange a toujours été un moyen commode de justifier et d'imposer les besoins les plus pervers du capital au vu de l'expansion des ordres militarisés et de l'érosion de l'autonomie individuelle. Mais depuis les attentats du 11 septembre, la peur règne en maître absolu comme unité d'échange fondamentale dans tout l'appareil politique, économique et militaire américain. Filtré par la matrice signifiante de la menace, le signe de la peur sert plus que jamais, et les forces autoritaires de l'ordre, et les engins de profit. Ces signes traversent avec une vitesse hallucinante les barrières culturelles et politiques. Même les bureaucraties les plus lentes réagissent à l'apparence du signe avec une vigueur surprenante, tandis que le vecteur plus prompt des compagnies se l'approprie pour alimenter les dispositifs idéologiques et matériels qui poussent la production et la distribution à leur maximum. Quand ces signes généraux sont particularisés dans un discours sur l'invasion du corps et la décomposition organique, les occasions d'appropriation rapide du pouvoir augmentent de manière exponentielle. Nouveaux fonds octroyés aux recherches et aux centres qui les hébergent, contrats de fournitures comme les vaccins et les médicaments antisymptômes, contrats de sécurité : l'invasion du marché est telle que presque tous les appareils de production et de services ont désormais intérêt à laisser se jouer le spectacle de la peur et de la menace. Dans ce réseau d'échanges, il importe peu que la menace soit réelle ou non. Le spectre d'une crise future et la solution de l'action préemptive ont pris les devants, et ils iront en s'amplifiant jusqu'à se constituer en système où tant d'institutions seront impliquées et de manière si étroite qu'on ne pourra plus y porter de regard critique : un système devenu par la force des choses naturel et transparent, une nécessité à laquelle tous les individus devront se soumettre pour sauvegarder les richesses qu'ils auront acquises.

Cela ne signifie pas que les problèmes et les impossibilités internes au système ne sont pas connus; ils le sont en majeure partie, mais on ne les catégorise pas comme contradictions. On les présente plutôt comme des tendances non représentatives qu'il faut ignorer. Par exemple, la panique de masse, qui est l'une des expressions sociales de la peur dans une population, n'a pas encore fait son apparition dans la sphère publique. Bien que les attentats terroristes aient créé aux États-Unis un profond traumatisme émotionnel, tant individuel que collectif, la réaction de la population peut difficilement être qualifiée de panique de masse. Ni les attentats du 11 septembre, ni la menace d'intoxication à l'anthrax, ni la panne d'électricité survenue en Nouvelle-Angleterre en août 2003 (et que l'on a attribuée à l'époque à un acte terroriste) n'ont suscité un comportement de ce genre. En dépit de la crise (artificielle), l'ordre public est demeuré intact. Et pourtant, tous les appareils (gouvernement, médias, armée) qui ont grand intérêt à entretenir un climat de peur ont voulu faire croire à la population que la panique non représentative qui a conduit certains individus à acheter des sacs en plastique et des rubans adhésifs pour se protéger prouvait que de grands désastres se produiraient en l'absence de vigilance et de « préparation ». À titre d'individus, nous faisons les frais de cette contradiction entre réel et hyper réel, entre spectacle et vie, en participant à la création d'une culture du

les plus récents que rabâchent de pseudo-scientifiques dans d'ennuyeuses chroniques publiées à la une dans la presse nationale. Il me semble extrêmement contestable que des agents biologiques puissent convenir à une guerre.»

Cette position n'a jamais été évacuée des calculs de l'armée américaine, même durant les périodes de la Guerre froide où l'armée s'intéressait de très près à la guerre bactériologique, même après la découverte des technologies transgéniques, même pendant la période de réarmement entrepris par Reagan et même aujourd'hui, après la menace d'intoxication à l'anthrax. Le débat se poursuit. Mais ce qui continue à alimenter les initiatives militaires dans ce domaine a très peu à voir avec la planification stratégique et tactique, et beaucoup plus à voir avec la politique des peurs irrationnelles qui s'échangent au sein de la culture. Par exemple, durant la Guerre froide, le service du renseignement enquêtait sur les recherches à grande échelle qu'effectuaient les Soviétiques et leur application à l'armement. Ces recherches alimentaient la peur d'une pénurie en armes biologiques. C'est à cette période qu'est née la doctrine de la « préparation », qui consistait à prévenir les crises futures par des moyens préemptifs et qui n'a jamais été écartée depuis. Dans les années soixante-dix, la réintensification de la recherche s'expliquait en partie par la crise que pouvait provoquer l'usage des technologies transgéniques. Et aujourd'hui,



déchet enracinée dans la production hautement rentable de l'inutile au détriment du nécessaire (meilleure éducation, système de santé universel, salaires équitables, etc.).

D'un point de vue militaire aussi, le dossier de la guerre bactériologique et du bioterrorisme s'inscrit dans l'économie de l'inutile. D'abord négligeable, l'intérêt systématique pour cette économie a pris des proportions fabuleuses après l'utilisation d'armes chimiques durant la Première Guerre mondiale. Pourtant, et dès le départ, les militaires se sont continuellement opposés sur la question de l'efficacité de ces armes. Dans leur position initiale, les militaires américains soutenaient que la production de ces armes était un gaspillage de ressources. C'est Leon Fox, major au Service de santé de l'armée américaine, qui a le mieux exprimé ce point de vue dans un article publié en 1932 dans *Military Surgeon* (« Bacterial Warfare: The Use of Biological Agents in Warfare »). Fox y jette les bases de ce qui constitue encore les principaux arguments contre l'utilité de telles armes, notamment l'effet boomerang, la viabilité de la guerre bactériologique et le peu d'efficacité des armes biologiques par rapport à d'autres substituts. La production du spectacle de la peur y est déjà pressentie: « La guerre bactériologique est l'un des sujets à sensation

la menace de l'anthrax a convaincu le gouvernement Bush que même une attaque à petite échelle pouvait être catastrophique. Par l'étendue du financement et des programmes qui ont suivi, la réaction du gouvernement Bush nous semble tout particulièrement troublante en ce sens qu'elle dépasse largement le militaire proprement dit et met en jeu les politiques de santé publique.

Un précédent a malheureusement été établi: le refus de reconnaître les contradictions de l'opinion quant à l'utilité de la guerre bactériologique. C'est ce refus qui revient en force aujourd'hui. Nul ne songe non plus à évaluer de quelque manière la fabrication de la peur qui se produit sous nos yeux. Et pourquoi le ferait-on quand il y a tant de profits à récolter? Ne vaut-il pas mieux composer avec la situation? La population est bombardée *ad nauseam* d'appels de plus en plus insistants à la préparation, comme si une attaque biologique à grande échelle était possible, comme si une préparation qui abolirait tous risques de perte humaine était réaliste, comme si des préparatifs réels n'étaient pas déjà en cours et comme si la guerre biologique et le bioterrorisme étaient une grande (sinon la plus grande) menace à la santé publique. L'Apocalypse est à nos portes. Voici, par exemple, ce que disent Judith Miller et

ses collaborateurs dans leur livre *Germs* : « Si le pays estime que la menace de guerre bactériologique est exagérée, nous dépensons trop d'argent pour la contrer. Mais si, comme nous [les auteurs] le croyons, le danger est bien réel, alors nos investissements sont trop aléatoires et trop diffus. Nous restons mal préparés à une catastrophe à côté de laquelle les lettres à l'anthrax feront figure d'incident mineur. »

Le propos est très bien tourné. Les auteurs admettent qu'il existe d'autres points de vue et adoptent une position apparemment critique, quoique ténue (l'argent est mal dépensé), mais finissent par adhérer à un discours apocalyptique qui récuse ces mêmes points de vue. Le discours de la peur et de la menace fonde les raisons mêmes pour lesquelles l'argent est mal dépensé. Il faut circonvenir la menace par l'action, c'est-à-dire non pas envisager l'action, mais passer concrètement aux actes, car aucune institution soucieuse de l'intérêt public ne peut se permettre d'être perçue comme passive. Vu les intérêts personnels qu'il met en jeu, ce discours est bien entendu également nécessaire pour figurer au palmarès des *best-sellers* du *New York Times*. Un appel au calme et un propos trop réconfortant ne sauraient faire mousser les ventes.

Dans d'autres cas aussi, l'agit-prop qui entoure la guerre bactériologique profite strictement aux intérêts des uns et des autres, comme en témoigne ce communiqué de presse du Centre médical de l'Université de Pittsburgh : « Le bioterrorisme est la plus grande menace à la sécurité nationale du vingt et unième siècle. Des attaques biologiques sèmeraient la mort et la souffrance à une échelle gigantesque. Elles provoqueraient une énorme dislocation économique et sociale, et saperaient même les fondements des processus démocratiques. La solution ne dépend pas de notre force militaire, mais de l'appareil médical, des systèmes de santé publique et de la disponibilité de médicaments et de vaccins efficaces... »

Le Centre de biosécurité, dont la création a été annoncée aujourd'hui, imposera le Centre médical de l'Université de Pittsburgh et l'Université de Pittsburgh comme des chefs de file internationaux dans les domaines névralgiques, éminemment actuels et en rapide expansion de la préparation, de la recherche et de l'intervention liés au bioterrorisme. »

Le cynisme d'un tel document est à peine avouable. On ne saurait imaginer pire exagération d'un problème qui n'existe pas encore, exagération à laquelle s'ajoute la vague insinuation que le recours à des moyens préemptifs devient nécessaire. Sous le couvert de l'intérêt public, ce texte est très nettement guidé par un intérêt personnel sans bornes.

Le gouvernement se plaît tout autant à exploiter la menace potentielle d'une guerre bactériologique. En 1997, le secrétaire américain à la défense William Cohen a fait une apparition spectaculaire à la télévision. Brandissant un sac de sucre en poudre de cinq livres, il a déclaré que la même quantité d'anthrax vaporisée par un avion entraînerait la mort de la moitié de la population de Washington DC. Outre le caractère irresponsable de ce chantage à la peur, qui repose sur une exagération démesurée d'un scénario improbable, l'information elle-même est fautive. L'Organisation mondiale de la santé estime en effet qu'il faudrait 50 kilogrammes d'anthrax pour provoquer 20 % de pertes humaines dans une population de 500 000 habitants.

Les scientifiques eux-mêmes ont embarqué dans la galère lucrative de la peur et de la menace, et sont prêts à fabriquer les scénarios les plus improbables si on le leur

demande. On peut en juger par ce scénario apocalyptique de Richard Wise, du département de microbiologie de l'Hôpital de Birmingham (Royaume-Uni) : « Imaginez ceci : en l'espace d'environ une semaine, un nombre croissant de patients se plaignent de fièvre, de malaise, de myalgie et d'autres symptômes reliés à une infection virale de leurs voies respiratoires auprès de leur médecin traitant et des services d'urgence. Des patients sont atteints en nombre croissant de septicémie, et des décès surviennent, de plus en plus nombreux. Au moment où parvient le diagnostic d'intoxication à l'anthrax, tous ces patients ont déjà été en contact avec les membres de leur famille, leurs collègues, le personnel de l'hôpital... L'infection initiale, qui touchait quelques centaines de patients, s'est maintenant propagée à des dizaines de milliers de personnes. La panique s'empare de la population et les hôpitaux sont débordés... »

Scénario terrifiant, en effet. Le seul problème, c'est que rien ne prouve que l'anthrax se transmette d'un individu à un autre. S'il y a 100 personnes infectées, il y aura 100 personnes infectées et pas une de plus. Ce qui est le plus inouï, c'est que l'article dont est tirée cette citation a été publié par la très prestigieuse revue médicale *Lancet* en mai 1998...

C'est dans ce climat de chantage à la peur, d'expansion militaire et de corruption des échanges économiques que le Critical Art Ensemble (CAE) s'est senti le devoir de créer un contre-discours critique. Nous avons essayé de montrer brièvement en quoi le bioterrorisme est une stratégie militaire perdante et pourquoi les bioterroristes ont tout à y gagner, comment les initiatives de préparation minent les politiques de santé publique, quelles institutions profitent de la peur suscitée par le spectre d'une guerre bactériologique et pourquoi la « communauté internationale » ne se saisira pas de ce problème. Nous sommes parfaitement conscients des difficultés de la tâche que nous entreprenons. L'information que nous avons à ce sujet est totalement fragmentée. Il y a autant de discours qu'il y a d'acteurs dans la course au biopouvoir. Vu les sommes d'argent en jeu, on ne peut faire confiance aux experts en biologie ni aux politiciens, qui sont tous prisonniers des conflits d'intérêt. La localisation de l'argent lui-même baigne dans le flou. Savons-nous, par exemple, combien d'argent public les responsables investissent dans la recherche en armes biologiques ? Si l'on excepte les opérations secrètes, un grand nombre des activités qui relèvent de cette discipline restent imprécises. Les bureaucrates et les investisseurs calculent et agissent vite, et savent très bien ce qu'ils ont à perdre ou à gagner de la recherche en armes bactériologiques. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que les initiatives de guerre bactériologique du gouvernement Bush coûtent des milliards de dollars aux contribuables. Combien exactement ? Il est presque impossible de le dire avec certitude. Il ne nous reste en conséquence que très peu de moyens pour décrire ce qui se passe. Face à l'abondance des documents primaires dont nous disposons et à la multiplicité des discours historiques qui sont tenus, nous ne pouvons nous fier au bout du compte qu'à notre seule expérience individuelle pour instituer un mécanisme de jugement qui nous aidera à déterminer si le réel a raison de l'hyper réel, ou le contraire. ■

> Traduction : Mireille Daoust

